



Déclaration liminaire des
représentants CGT
au CHS-CT du Morbihan
Réunion du 20 octobre 2015

Monsieur le Président,

L'annonce par les ministres, en comité technique ministériel, de la poursuite des suppressions d'emplois, des fermetures de sites et de services, de la poursuite des réformes régressives et de la diminution des moyens confirme qu'il n'y a aucune volonté réelle de se préoccuper des conditions de travail et des questions de santé des agents.

Après l'échec des négociations sur l'égalité hommes femmes et sur la prévention de la souffrance au travail, l'ambition des ministres, du Secrétariat Général et des Directions n'est pas à la hauteur et est totalement déconnectée de la situation vécue par les services et les agents.

Les facteurs d'exposition à la souffrance au travail auxquels sont soumis les agents, se multiplient. Parmi ces facteurs de risques, celui du conflit de valeurs entre missions de service public comme fondement éthique de nos missions et les réformes organisationnelles. Il en résulte une perte de sens qui contribue à la souffrance des agents et à la dégradation de la qualité de vie au travail.

C'est la responsabilité du Directeur, de combattre et de prévenir ces risques.

Cerise sur le gâteau, l'un de nos ministres, M. MACRON, lors d'une intervention dans un salon feutré, jette l'opprobre et le discrédit sur ses propres agents en confondant emploi à vie et garantie de l'emploi en parlant du statut des fonctionnaires. Cet homme a-t-il seulement conscience de l'impact de ses propos ?

Par ailleurs, des militants syndicaux sont stigmatisés. Nous dénonçons le comportement de la DRFiP des Bouches du Rhône qui a classé les relations avec les organisations syndicales comme risque mortel. Cette situation a poussé nos représentants CGT au CHSCT local à alerter l'instance compétente, par un droit d'alerte pour faire cesser les dysfonctionnements amenant les « agents » à travailler dans de telles conditions et, en demandant l'ouverture d'une enquête prévue dans le cadre réglementaire.

Nos représentants nationaux ont refusé de siéger lors du dernier CHSCT ministériel comme ils avaient quitté le dernier comité technique ministériel.

Aujourd'hui, le dialogue social est en panne, en berne et c'est aussi ce que nous avons voulu vous signifier, avec Solidaires, dans le Morbihan, en boycottant le dernier comité technique.

Vous l'avez certainement constaté, les résultats du dernier baromètre social, au niveau national, sont édifiants.

Le stress lié au travail reste très important et est essentiellement dû à une charge de travail trop importante : faire le même travail avec moins d'agents est impossible, il faut créer des emplois, c'est urgent et impératif.

66 % des agents estiment que la DGFIP n'évolue pas dans le bon sens, le climat social au sein de la DGFIP est mauvais pour 61 % d'entre eux.

68 % des agents estiment que l'attention portée aux conditions et à la qualité de vie au travail ne sont pas assez importantes.

Dans le Morbihan, le taux de grévistes à Pontivy lors de la dernière journée de grève du 8 octobre (64,15%), devrait fortement vous alerter comme d'ailleurs sur d'autres sites ou services cette fois ci, ou lors de précédentes journées d'action (comme à Auray, Ploërmel ou Lorient par exemple et d'autres encore comme dans les trésoreries de proximité).

Si vous voulez vraiment améliorer les conditions de travail des agents du Morbihan, commencez par écouter les agents du SIP Vannes Golfe et abandonnez le projet de fusion des secteurs. C'est ce que vous ont demandé les agents du service dans une pétition signée massivement et que nous vous avons remise le 30 septembre.

Si vous voulez vraiment améliorer les conditions de travail des agents, écoutez les recommandations du médecin de prévention et respectez-les.

À ce sujet, nous avons appris avec regret le départ de notre Médecin de Prévention au 31/12/2015. Nous voulons ici la remercier sincèrement pour tout le travail accompli.

Nous espérons que la Direction du Morbihan mettra tout en œuvre pour recruter rapidement un nouveau médecin, c'est vital pour les agents du département.

La situation à la DGFIP, à la DDFIP du Morbihan est extrêmement grave, il faut d'urgence répondre aux besoins et aux demandes des agents.

Pour leur part, ils seront à nouveau dans la rue le 18 novembre prochain pour défendre leurs emplois, leur statut, leurs règles de gestion et leurs conditions de travail.